

# Disparition de deux milliards \$ de fonds fédéraux

## Ils étaient destinés aux services de garde

**Ottawa (PC)** — Plus de 2,0 milliards \$ de fonds fédéraux destinés aux services de garde d'enfants sont disparus dans un trou noir comptable au cours des trois dernières années.

Les responsables fédéraux n'ont que peu d'indices quant à la façon dont la plupart des provinces ont utilisé cet argent depuis 2004. Les rapports provinciaux à ce sujet sont en retard de plusieurs mois, voire des années, quand ils sont déposés.

Les observateurs avaient lancé une mise en garde lorsque les précédents gouvernements libéraux ont commencé à subventionner un système national de services de garderies empiétant, aux yeux de certains, sur un champ de compétence provincial.

Tenter de retracer des millions de dollars à travers le Canada revient à «errer dans un labyrinthe les yeux bandés», a estimé Monica Lysack, directrice générale de l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance.

**Tenter de retracer des millions de dollars à travers le Canada revient à «errer dans un labyrinthe les yeux bandés»**

«De moins en moins de comptes sont rendus quant aux transferts de fonds fédéraux, a-t-elle déclaré en entrevue. C'était un problème sous le gouvernement libéral et ça devient pire sous ce gouvernement.»

Ottawa affirme qu'il revient aux provinces d'expliquer publiquement à leurs électeurs de quelle façon elles ont dépensé l'argent. Mme Lysack affirme cependant que les rapports à ce sujet sont dépassés quand ils sont finalement déposés, s'ils le sont.

«C'est ridicule», a-t-elle déploré. Un tableau de la situation dressé par l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance démontre que Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, l'Alberta, le Yukon et le Nunavut n'ont pas encore remis leurs rapports pour 2004-05.

Les propres rapports du gouvernement sur les services de garde d'enfants manquent pour 2004-05 et 2005-06, «pour un certain nombre de raisons», a affirmé Glennie Graham, responsable de la politique enfance et jeunesse au sein du ministère fédéral des Ressources humaines et du Développement social.

Une publication combinée «sera rendue publique lorsqu'elle sera prête», a indiqué Lesley Harmer, porte-parole de Monte Solberg, ministre des Ressources humaines et du Développement social.